

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX (FCP)

PAGE DE GARDE DU DOCUMENT DE PROGRAMME²

<p>Organisation des NU bénéficiaire: Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)</p>	<p>Domaine Prioritaire : <i>Priorité 1 : Appuyer la mise en œuvre des accords de paix</i> <i>Résultats : Les ex combattants, les miliciens et les Jeunes à risque sont désarmés et réintégrés.</i></p>
<p>Directeur du Programme: Nom: Adama GUINDO, Directeur Pays PNUD Adresse: Kinshasa Courriel: adama.guindo@undp.org</p>	<p>Ministère ou autre entité nationale: Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants</p>
<p>N° du Programme:</p>	<p>Durée du Programme: Six (6) Mois Date de démarrage estimée: 01 Janvier 2011 – 31 Décembre 2011</p>
<p>Nom du Programme: Désarmement et démobilisation des éléments résiduels congolais au Nord, Sud Kivu.</p>	<p>Lieu(x) couvert(s) par le Programme: Les provinces du Nord et Sud Kivu en République Démocratique du Congo.</p>
<p>Description du Programme: Financement d'urgence pour le désarmement, démobilisation et intégration de 4,000 éléments congolais résiduels de groupes armés étrangers et congolais</p>	<p>Coût total du Programme: Fonds de Consolidation de la Paix (FCP): \$ 636,650 Contribution du Gouvernement: N/A Autres: \$570,000 (Financement Néerlandais pour le transport) \$450,000 MONUSCO TOTAL: \$1,656,650</p>
<p>Objectifs Globaux de Consolidation de la Paix et Objectifs Immédiats: <i>La situation sécuritaire au Nord et le Sud Kivu est stabilisée. Jusqu'à 4,000 éléments congolais résiduels dans des groupes armés étrangers et congolais sont désarmés, démobilisés ou intégrés dans les FARDC.</i></p>	
<p>Résultats et Activités Clés: Des centres de regroupement provisoires seront établis dans des secteurs avec une haute concentration de combattants résiduels et où la reddition de ces combattants apparaît la plus probable. Les combattants resteront pendant environ deux semaines pour être enregistrés. Ils recevront des certificats de démobilisation et des informations sur les options de réintégration proposées. Une équipe Conjointe d'Intégration (ECI) facilitera le processus de désengagement. Les combattants qui se rendront avec une arme à feu et qui opteront pour la démobilisation recevront une assistance financière sous forme de "Cash for Work". Un appui pour le transport sera pourvu pour les combattants qui se présenteront sans armes. La MONUSCO appuiera également les FARDC dans le transport et l'alimentation des combattants qui seront sélectionnés par les FARDC pour l'intégration.</p>	
<p>Montant Total Approuvé: 636,650 US dollars</p>	

² Le terme "programme" est utilisé pour projets, programmes et programmes conjoints.

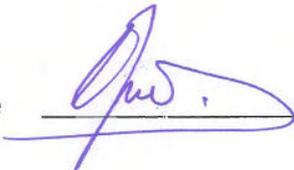
Au nom de :

Signature

Date

Nom/Titre

Autorité nationale



27 DEC 2010

Mwamba WSIRBA Rimicki

Organisation des
NU bénéficiaire



Nick René HARTMANN
Directeur Pays Adjoint/ Programme

Co-président
(Gouvernement)

Jannick HATIBI RIMICKI
Coordinateur

Co-président
(ONU)

Au nom de:

Signature

Date

Nom/Titre

Autorité nationale

Organisation des NU
Bénéficiaire

Co-président
(Gouvernement)

Co-président (ONU)

Samu

28. DECEMBRE 2010

FIDÈLE SARASORO
DSRSG / RC / HC
MONSIEUR, RDC

I. ANALYSE DE LA SITUATION ET CONTEXTE

En 2009, les Nations Unies et ces partenaires ont établi la Stratégie Internationale de Soutien à la Stabilisation et la Sécurité (ISSSS) pour consolider et renforcer les progrès politiques qui ont suivi le Communiqué de Nairobi et les Actes d'Engagement de Goma. C'est aujourd'hui la principale structure d'appui internationale au Plan Gouvernemental de Stabilisation et de Reconstruction dans les Zones Affectées par la Guerre, (STAREC), lancé en Juin 2009. L'ISSSS comprend cinq objectifs:

1. Améliorer la sécurité ;
2. Appuyer le dialogue politique
3. Renforcer l'état ;
4. Faciliter le Retour, la Réintégration et le Relèvement ; et
5. Combattre les violences sexuelles.

Les activités sous les cinq objectifs sont concentrées au Nord Kivu, Sud Kivu et le Maniema aussi bien que l'Ituri, le Haut et le Bas Uélé en province Orientale et le Nord Tanganyika dans le Katanga. Une priorité pour l'ISSSS et le STAREC est de soutenir le désengagement des groupes armés par la démobilisation ou par l'intégration dans les forces de sécurité.

II. JUSTIFICATION DU PROJET

Des éléments congolais résiduels dans les groupes armés étrangers (i.e. le FDLR et le ADF) et les groupes armés Congolais sont le facteur principal qui contribue à l'instabilité et l'insécurité à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC). Malgré les Accords du 29 Mars 2009 et le Programme Amani déclarant la fin des groupes armés congolaises, beaucoup d'éléments armés continuent à opérer, tandis que d'autres, y compris l'ex-CNDP, ont quitté les FARDC et ont repris l'activité illégale. Plusieurs de ces résiduels se sont ralliés au FDLR, compliquant les efforts de l'opération d'Amani Leo pour neutraliser ce groupe armé étranger.

Le processus d'intégration dans les FARDC des cadres du CNDP en février 2009 a engendré des frustrations et une perception de traitement inégale envers les autres groupes armés. En mi-2009, un grand nombre de ces éléments armés ont recommandé vivement à la MONUSCO et la Communauté Internationale d'appuyer le processus pour leur démobilisation et réintégration. Les différentes discussions ont abouti en décembre 2009 au développement d'une stratégie proposant des solutions pour traiter le cas de ces éléments armés. Cependant, le manque de financement a empêché ce plan d'être mis en œuvre dans les délais. Le 21 juin 2010, le Ministère de la Défense a autorisé la SMI/SADAIT, le PNUD, le PNDDRR, l'EUSEC et la Protection de L'Enfance à soutenir la mise en œuvre du plan de la MONUSCO.

La section DDR-MONUSCO a initié la démobilisation et l'intégration de 436 ex-combattants de groupes divers, au centre de regroupement de Kituku. Ceux qui se sont rendus avec des armes et ont choisi la démobilisation ont été pris en charge dans les programmes de l'UEPNDDR tandis que ceux qui ont été démobilisés sans armes ont été pris en charge par le PNUD à travers le Programme de la Réintégration et de Relèvement Communautaire (CRRP). Ceux qui étaient avec des armes et ont choisi l'intégration ont été immédiatement intégrés dans les unités FARDC locales et ceux qui se sont rendus sans armes choisissant l'intégration ont été transportés par la MONUSCO à Kamina pour le brassage classique.

Or aujourd'hui les financements pour le désarmement et la démobilisation des ex-combattants résiduels sont épuisés. Le PNUD a également épuisé ses fonds pour les activités de réintégration. En bref, le processus de désarmement et démobilisation est dans une impasse et sans financement supplémentaire l'appui à la réintégration n'est pas envisageable.

Tandis que le processus de DDR en DRC est en soit très complexe en raison du conflit en cours et de la diversité des groupes armés qui continuent leurs opérations. La nécessité de redémarrer et améliorer le processus de désarmement et de démobilisation est crucial. En effet, la détérioration récente de l'environnement sécuritaire au Nord et le Sud Kivu peut être attribuée, en partie, aux retards dans le désengagement des éléments armés résiduels et la perception de certains groupes armés d'être marginalisés par le Gouvernement et la Communauté Internationale.

Dans une optique d'urgence et dans un effort de réduire au minimum l'impact négatif d'éléments résiduels actifs au Nord et le Sud Kivu, ce projet vise à désarmer et démobiliser 4,000 éléments résiduels de groupes armés. Cette intervention aidera à faire face à une situation hautement volatile dans le court terme et démontrera aux éléments résiduels que des efforts pour adresser leur situation sont en cours. De plus, il permettra au DDR-MONUSCO, le PNUD et l'Unité d'Appui à la Stabilisation de compléter et garantir le financement d'autres partenaires pour la composante réintégration du processus.

Les ressources pour le désarmement et le transport des candidats à la démobilisation et intégration sont partiellement garanties par des capacités DDR-MONUSCO existantes et le Fonds hollandais d'appui au transport. De plus, les produits alimentaires pour les candidats qui optent pour l'intégration sont disponibles à travers la composante militaire de la MONUSCO pour une durée de trois mois. Cela fournit le support au FARDC pour traiter et fournir la formation de base et l'orientation aux candidats à l'intégration.

Ce projet aspire à répondre à un gap critique dans le financement pour le désarmement et la démobilisation des éléments résiduels de groupes armés. Si le support pour la réintégration n'est pas sécurisé l'expérience a montré que la frustration grandira et pourra se transformer en hostilité ou banditisme ouvert. À cet égard, une proposition de projet est en voie de développement pour un financement d'USAID. Ce financement sera adéquat pour couvrir les besoins en réintégration de 2,500 éléments des ex-groupes armes. Le processus de désarmement et de démobilisation se base sur une fenêtre de 3 à 6 mois avant que le début du processus de réintégration des ces ex-combattants. Les fonds supplémentaires pour achever le processus de DDR sont attendus dans ces délais.

DDR-MONUSCO estime que des 4,000 ex-combattants qui seront traités par ce projet d'urgence :

- 500 intégreront les FARDC ;
- 1,000 se rendront avec les armes et choisiront la démobilisation ;
- 2500 se rendront sans armes et choisiront la démobilisation.

La contribution du fonds de consolidation de la paix à travers ce projet permettra de prendre en charge le support logistique pour la construction ou la mise en place des centres de regroupement provisoires où les combattants resteront pendant environ deux semaines. Ils y seront enregistrés, recevront les certificats de démobilisation et des informations sur les options de réintégration proposées. Ces centres seront établis dans des secteurs avec une forte concentration de combattants résiduels et où la reddition de ces combattants apparaît la plus probable. Des coûts opérationnels devront aussi être couverts pour fournir des services médicaux de base, le carburant et le paiement pour des ouvriers journaliers aussi bien que des coûts de personnel de l'Equipe Conjointe d'Identification (ECI), qui inclut la Structure Militaire d'Intégration (SMI), les FARDC aussi bien que des Commissaires représentants des groupes armés. De plus, pour les combattants qui se rendent avec une arme et optent pour la démobilisation, un modeste appui financier est nécessaire sous la forme de « Cash for Work » à hauteur de 25 \$ par mois pendant quatre mois (100 \$ au total). Pour les combattants sans armes, une prime de transport de 20 \$ sera versée.

Au cours de l'enregistrement, les enfants seront identifiés et séparés des adultes le plutôt possible. Toutes personnes ayant moins de 18 ans seront remises à l'unité pour la Protection de l'Enfant de la MONUSCO pour être référées au centre de réhabilitation de l'UNICEF le plus approprié.

Ce processus de démobilisation et intégration proposé ne remplace pas le besoin de financement pour la réintégration pilotée par le PNUD à travers le CRRP. Les éléments démobilisés seront informés qu'ils sont des

candidats à un programme de réintégration à la condition qu'ils ne prennent plus les armes ou violent d'une autre manière les lois de la RDC. La période entre la démobilisation et le début d'un programme de réintégration sera être entre 4 et 6 mois.

Les activités suivantes seront coordonnées par le DDR-MONUSCO en collaboration avec le PNUD et impliqueront l'engagement de la SMISADAIT, PNC, MONUSCO (la Protection de l'Enfant, MILOB, SKB, NKB), l'UE-PNDDR, et EUSEC.

1. Informations publiques et campagnes de sensibilisation (DDR-MONUSCO) ;
2. Identifier, vérifier et enregistrer les éléments congolais résiduels dans des groupes armés tant étrangers que congolais désirant être désarmés, démobilisés et intégrés dans les FARDC (DDR-MONUSCO, SMISADAIT, PNUD, UE-PNDDR, EUSEC) ;
3. La construction ou la réhabilitation des centres de regroupement et le recrutement du personnel (DDR-MONUSCO) ;
4. Sensibilisation et certification des combattants démobilisés (DDR-MONUSCO, SMISADAIT, UE-PNDDR, PNUD, EUSEC) ;
5. Transport et fourniture des produits alimentaires pour candidats à l'intégration à Kamina pour le brassage classique (contribution de la MONUSCO) ;
6. « Cash for Work » pour les éléments résiduels démobilisés avec armes (DDR-MONUSCO, PNUD) ;
7. Prime de transport pour les éléments résiduels démobilisés sans armes (DDR-MONUSCO, PNUD).

III. CADRE LOGIQUE

Objectifs	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens de vérification	Principales hypothèses
<p><i>Priorité 1. Appuyer la mise en œuvre des Accords de Paix.</i></p> <p><i>La situation sécuritaire au Nord et au Sud Kivu est stabilisée.</i></p>	<p># D'incidents sécuritaires impliquant les groupes armés résiduels</p>	<p>(i) CAS matrice de protection (ii) Les différents rapports de la MONUSCO (Force, PA, etc.)</p>	<p>(i) Des éléments congolais résiduels dans des groupes tant armés étrangers que congolais sont le vecteur principal de l'instabilité et l'insécurité à l'Est de la DRC. (ii) Le financement pour le support de la réintégration est garanti et livré dans les délais.</p>
<p><i>PBF Résultat 3. Les ex-combattants, milices et les jeunes à risque sont désarmés et réintégrés.</i></p> <p><i>Jusqu'à 4,000 éléments congolais résiduels dans des groupes armés étrangers et congolais sont désarmés, démobilisés ou intégrés dans les FARDC.</i></p>	<p># d'éléments résiduels désarmés # d'éléments résiduels démobilisés # d'éléments résiduels intégrés</p>	<p>(i) Rapports UE-PNDDR, FARDC et DDR-MONUSCO. (ii) Les copies de certificats démobilisation.</p>	<p>(i) Les FARDC continuent de soutenir la démobilisation et l'intégration des éléments résiduels. (ii) Les éléments résiduels désirant démobiliser</p>

<p>Résultats attendus :</p> <p>1. <i>Informations publiques et campagnes de sensibilisation</i></p> <p>2. <i>Les éléments résiduels congolais dans les groupes armés tant étrangers que congolais désirant être désarmés, démobilisés et intégrés dans les FARDC sont identifiés, vérifiés, enregistrés, sensibilisés et reçoivent des certificats</i></p> <p>3. <i>Les centres de regroupement construits / réhabilités</i></p> <p>4. <i>Les candidats à l'intégration sont transportés à Kamina pour le brassage classique</i></p> <p>5. <i>Les éléments résiduels démobilisés avec des armes participent aux programmes de Cash for Work</i></p> <p>6. <i>Les éléments résiduels démobilisés sans armes reçoivent un appui pour leur transport</i></p>	<p>1.# de brochures et prospectus distribués</p> <p>2. # d'annonces radio livrées</p> <p>3. # d'éléments résiduels congolais dans les groupes armés tant étrangers que congolais identifiés</p> <p>4.# et emplacement des centres de regroupement réhabilités et construits.</p> <p>5. # de sessions de sensibilisation conjointes.</p> <p>6. # de certificats de démobilisation distribués</p> <p>7. # d'éléments résiduels optant pour intégration et transportés à Kamina pour brassage classique.</p> <p>8. # d'éléments résiduels intégrés.</p> <p>9. # de programmes Cash for Work</p> <p>10. # d'éléments résiduels avec armes participant et ayant achevé le programme de Cash for Work.</p> <p>11. # d'éléments résiduels démobilisés sans armes ayant l'appui pour leur transport.</p>	<p>(i) Les différents rapports du PNUD, FARDC et DDR-MONUSCO.</p>	<p>(i) La volonté des éléments résiduels pour être désarmés et démobilisés.</p> <p>(ii) La faisabilité d'établir les centres de regroupement dans des localités où la sécurité est volatile.</p> <p>(iii) La volonté des autorités gouvernementales et les FARDC à faciliter et soutenir la démobilisation et/ou l'intégration des éléments résiduels.</p> <p>(iv) Une nouvelle détérioration dans l'environnement politique et sécuritaire qui permettrait à un nombre encore plus grand de combattants de quitter le processus de désarmement et démobilisation.</p>
--	--	---	--

IV. ARRANGEMENTS DE GESTION

La proposition actuelle de conduire le désarmement et la démobilisation d'environ 4,000 éléments résiduels sera coordonnée par le DDR-MONUSCO et le PNUD. Le DDR-MONUSCO coordonnera avec SMISADAIT, MONUSCO (la Protection de l'Enfant, MILOB, SKB, NKB), l'UE-PNDDR, EUSEC, FARDC et le PNUD pour identifier, vérifier, enregistrer, regrouper, désarmer, sensibiliser, démobiliser et intégrer des éléments résiduels ciblés.

Toute réhabilitation de centre de regroupement sera gérée et supervisée par le DDR-MONUSCO. Les travaux seront exécutés par des ouvriers journaliers recrutés sur une base ad hoc au besoin selon les modalités contractuelles du PNUD.

Le PNUD aura l'entière responsabilité programmatique et financière du projet. Les rapports techniques et financiers mi-parcours seront soumis et incluront une vue d'ensemble des activités mises en œuvre et des dépenses conformément aux règles et procédures du PNUD.

Un comité de gestion du projet qui comprendra tous les acteurs appropriés sera mis en place pour assurer que : i). Les résultats sont réalisés selon un plan de travail et chronogramme établi, ii). Les problèmes ou retards dans la mise en œuvre du projet sont résolus dans des délais raisonnables, iii). Les révisions budgétaires nécessaires sont discutées et acceptées iv). Et enfin assurer une approche entièrement coordonnée. Ce comité se réunira au minimum une fois par mois pour la durée du projet et sera co-présidé par le PNUD et DDR-MONUSCO.

La section Suivi et Evaluation du DDR-MONUSCO entreprendra le suivi régulier du projet en proche collaboration avec les autres partenaires du DDR et le PNUD. Un calendrier de suivi et évaluation sera établi au début du projet. Les rapports mensuels et de mission seront préparés et mettront en évidence les résultats, les problèmes, les risques et des stratégies de réduction associées.

Une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale du projet seront entreprises conjointement par le PNUD et le DDR-MONUSCO pour identifier les secteurs à redresser et des leçons apprises.

V. ANALYSE DES RISQUES ET HYPOTHESES

Comme une intervention d'urgence, ce projet aspire à désarmer et démobiliser des éléments résiduels congolais dans les groupes armés étrangers et congolais qui n'ont pas pu participer à un programme DDR régulier jusqu'à présent. Le but est de réduire la pression sur une situation de plus en plus insoutenable pour que l'environnement sécuritaire dans les Kivus ne se détériore pas d'avantage. Cependant, ce projet n'adressera pas les besoins de réintégration des éléments résiduels démobilisés, pour lesquels le financement devra être garanti rapidement. Si le financement pour la composante réinsertion n'est pas disponible, le risque de voir ce groupe cible reprendre les exactions sur la population civile sera élevé. De plus une nouvelle détérioration de l'environnement sécuritaire et politique pourrait également amener un grand nombre de combattants à se désolidariser du processus de démobilisation et de désarmement.

Les hypothèses principales sont les suivantes :

- i. La volonté des éléments résiduels pour désarmer et démobiliser.
- ii. La faisabilité d'établir les centres de regroupement dans les lieux peu sécurisés.
- iii. La volonté des autorités gouvernementales et les FARDC à faciliter et soutenir la démobilisation et/ou l'intégration des éléments résiduels.

VI. BUDGET DU PROGRAMME

PBF PROJECT BUDGET	
CATEGORIES	COUTS
1. Provisions, produits, équipement et transport	\$330,000
2. Personnel (personnel, consultants et voyage)	\$85,000
3. Formation des partenaires	\$24,000
4. Contrats	\$16,000
5. Autres coûts directs	\$140,000
Sous-Total Coûts du Programme	\$595,000
Frais de gestion (7%)	\$41,650
TOTAL	\$636,650

VII. CHRONOGRAMME DES ACTIVITES

De: 01 Novembre 2010							
à: 30 Avril 2011 (6 mois)							
Activité / Mois	1	2	3	4	5	6	Partenaires de mise en œuvre
Résultat 1: Jusqu'à 4,000 éléments congolais résiduels dans des groupes armés étrangers et congolais sont désarmés, démobilisés ou intégrés dans le FARDC.							
1. Informations publiques et campagnes de sensibilisation	X						DDR-MONUSCO
2. Identifier, vérifier et enregistrer les éléments congolais résiduels dans les groupes armés tant étrangers que congolais désirant se désarmer, se démobiliser et intégrer dans les FARDC		X	X	X			DDR-MONUSCO SMI/SADAIT, UE-PNDDR EUSEC, UNDP
3. La construction ou la réhabilitation des centres de regroupement et le recrutement du personnel		X	X	X			DDR-MONUSCO PNUD
4. Sensibilisation et certification des combattants démobilisés	X						DDR-MONUSCO, SMI/SADAIT, EU-PNDDR, PNUD
5. Transport et fourniture des produits alimentaires pour candidats à l'intégration à Kamina pour brassage classique		X	X	X	X		Contribution de la MONUSCO
6. Cash for Work pour les éléments résiduels démobilisés avec armes			X	X	X	X	DDR-MONUSCO, PNUD
7. Prime de transport pour les éléments résiduels démobilisés sans armes			X	X	X	X	DDR-MONUSCO, PNUD

ANNEXE 1 : BUDGET DETAILLE

	Cout unitaire	fréquence	Total
1. Approvisionnement, Produits, équipements et transport			\$330,000
Ration alimentaire pour 15 jours	60,000	1	\$60,000
Service de santé	4,000	7.5	\$30,000
Amélioration des centres de regroupement	25,000	8	\$200,000
Carburant	2,000	8	\$16,000
Equipements, matériel de bureau, etc.	3,000	8	\$24,000
2. Personnel (staff, consultants et voyage)			\$85,000
ECl allocation journalière pour 15 membres de l'équipe	375	120	\$45,000
Transportation des équipements et ECl	5,000	8	\$40,000
3. Formation des partenaires			\$24,000
Sensibilisation et Communications	3,000	8	\$24,000
4. Contrats			\$16,000
Maintenance des centres de regroupement	2,000	8	\$16,000
5. Autres couts directs			\$140,000
Cash for Work	100	1000	\$100,000
Prime de voyage	20	2000	\$40,000
Sous total			\$595,000
Cout Administratif. 7%			\$41,650
Total			\$636,650

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX (FCP)

RÉSUMÉ DU PROGRAMME³
(A mettre en ligne sur le site du FCP)

Organisation(s) des NU bénéficiaire(s):	PNUD	Domaine Prioritaire:	<i>Appuyer la mise en œuvre des accords de paix</i>		
Autorité(s) nationale(s):	Ministère de la Défense				
Numéro du Programme:					
Nom du Programme:	Le désarmement et le Démobilisation des éléments résiduels congolais à la fois dans les groupes armés étrangers et congolais				
Budget Total:	\$1,656,650				
Zone d'intervention:	Provinces du Nord et Sud Kivu en République Démocratique du Congo (RDC)				
Date d'approbation/Comité de Pilotage:					
Durée du Programme:	6 Mois	Date de démarrage:	01 Janvier 2011	Date de clôture:	31 Décembre 2011
Description du Programme:	<p>Dans une optique d'urgence et dans un effort de réduire au minimum l'impact négatif d'éléments résiduels actifs au Nord et le Sud Kivu, ce projet aspire à désarmer et démobiliser 4,000 éléments résiduels de groupes armés. Cette intervention aidera à faire face à une situation hautement volatile dans le court terme et démontrera aux éléments résiduels que des efforts pour adresser leur situation sont en cours. De plus, il permettra au DDR-MONUSCO, le PNUD et l'Unité de soutien de la Stabilisation de compléter et garantir le financement d'autres partenaires pour la composante réintégration du processus.</p> <p>Des centres de regroupement provisoires seront établis dans des zones avec une haute concentration de combattants résiduels et où la reddition de ces combattants apparaît la plus probable. Les combattants resteront pendant environ deux semaines pour y être enregistrés, recevront des certificats de démobilisation et des informations sur les options en termes de réintégration. L'Équipe d'Identification Conjointe (ECI) facilitera le processus. Les combattants qui se rendent avec une arme et veulent être démobilisés recevront un support modeste sous la forme de « Cash for Work » et une prime de transport sera octroyée aux combattants qui se présentent sans armes. La MONUSCO aidera les FARDC dans le transport et l'alimentation des combattants qui seront intégrés dans les FARDC</p>				
Objectif global de consolidation de la paix:	Appuyer la mise en œuvre des accords de paix				
Objectifs immédiats:	Les ex combattants, les miliciens et les Jeunes à risque sont désarmés et réintégré.				

³ Le terme "programme" est utilisé pour projets, programmes et programmes conjoints.

Résultats et activités clefs:	<ol style="list-style-type: none"> 1. Informations publiques et campagnes de sensibilisation. 2. Identifier, vérifier et enregistrer les éléments résiduels congolais dans les groupes armés tant étrangers que congolais désirant être désarmés, démobilisés et intégrés dans les FARDC. 3. Construction et réhabilitation des centres de regroupement. 4. Sensibilisation et certification des combattants démobilisés. 5. Transport et fourniture de produits alimentaires pour les candidats à l'intégration à Kamina dans le cadre du brassage classique (Contribution de la MONUSCO). 6. Cash for Work pour les éléments résiduels démobilisés avec armes. 7. Prime de transport pour les éléments résiduels démobilisés sans armes.
--	---